



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient

Israël avance vers l'annexion formelle de la Cisjordanie

De nouvelles directives étendent le contrôle israélien à des zones jusqu'alors dans le giron de l'Autorité palestinienne. Bezalel Smotrich, ministre des finances, entend ainsi « tuer l'idée d'un État palestinien », alors qu'Israël accélère sa colonisation, galvanisé par l'inaction internationale.

Clothilde Mraffko

9 février 2026 à 18h48

Dans les faits, la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967, est déjà annexée. Sur les cartes officielles israéliennes, la ligne verte qui sépare ce territoire palestinien de celui d'Israël n'est pas tracée ; elle n'existe pas davantage dans l'esprit de nombre d'Israélien·nes. Chaque matin, aux checkpoints, de longues files de voitures israéliennes passent d'ailleurs de la Cisjordanie à Israël avec la même facilité que des automobilistes franchissant un péage sur une autoroute française. Tout un réseau de lignes de bus maille le territoire de la mer Méditerranée au Jourdain, reliant les colonies aux grandes villes israéliennes.

Les colons « *jouissent des mêmes droits et avantages que les Israéliens vivant à l'intérieur d'Israël* », rappelait d'ailleurs un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme publié le 7 janvier, et qui met en évidence les discriminations entre Palestiniens et colons juifs en Cisjordanie – y compris à Jérusalem-Est.

L'armée israélienne d'occupation mène des incursions quotidiennes dans les villes en zones A et B, censées être sous juridiction administrative de l'Autorité palestinienne, selon les accords d'Oslo. Israël a déjà le plein contrôle sécuritaire et administratif de la zone C, qui représente 60 % de la Cisjordanie et où se trouve l'immense majorité des colonies.



Des soldats israéliens escortent des colons lors de leur visite de la vieille ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée, le 30 janvier 2026.

© Photo Mosab Shawer / Middle East Images via AFP

Le ministre suprémaciste juif Bezalel Smotrich, devenu une sorte de gouverneur de la Cisjordanie depuis février 2023, nourrit pourtant des rêves plus ambitieux. Galvanisé par ses troupes nationalistes-religieuses, il prône au gouvernement l'annexion *de jure* de la Cisjordanie et, plus largement, une souveraineté juive sur l'ensemble du territoire compris entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain, voire au-delà.

Dimanche 8 février, Bezalel Smotrich a signé une nouvelle victoire. Son ministère des finances, conjointement avec celui de la défense, a annoncé une série de mesures qui renforcent le contrôle israélien sur la Cisjordanie occupée et devraient « *modifier fondamentalement la réalité juridique et civile* » de ce territoire palestinien.

Enterrer Oslo et l'État palestinien

Israël va abolir des réglementations datant de l'époque où la Jordanie administrait la Cisjordanie, avant 1967, et qui interdisaient aux Juifs d'acheter des terres. Les Israélien·nes, promet Bezalel Smotrich, pourront devenir propriétaires sans passer par un long processus bureaucratique auprès de l'administration militaire chargée des affaires civiles dans les territoires occupés. Les cadastres ne seront plus protégés par des règles de confidentialité : les potentiels acheteurs pourront contacter directement les propriétaires.

Le journal israélien *Haaretz* s'inquiète de possibles

falsifications de ces registres. Les colonies israéliennes sont pourtant illégales selon le droit international, qui interdit le transfert d'une partie de la population civile de la puissance occupante vers le territoire occupé.

Les autorités israéliennes devraient aussi administrer, désormais, le caveau des Patriarches – mosquée d'Ibrahim pour les musulmans – à Hébron et la tombe de Rachel à Bethléem – les deux sites religieux sont situés dans des zones sous autorité palestinienne. À Hébron, première ville de Cisjordanie, où les colons vivent au cœur de la cité, les Israélien·nes n'auront plus à solliciter l'approbation de la municipalité palestinienne pour les permis de construire.

De manière générale, le cabinet de sécurité a justifié l'extension d'un contrôle israélien sur les zones A et B administrées par l'Autorité palestinienne au nom des « *infractions liées à l'eau* », des « *atteintes aux sites archéologiques* » et de la lutte contre « *les nuisances environnementales polluant l'ensemble de la région* ».

Les mesures annoncées sont un énième coup de canif dans les accords d'Oslo, qu'Israël a depuis longtemps cessé de respecter. « *Nous allons continuer à enterrer l'idée d'un État palestinien* », s'est vanté Bezalel Smotrich. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a demandé une intervention immédiate des États-Unis et du Conseil de sécurité des Nations unies, dénonçant la confiscation des terres palestiniennes et « *une tentative israélienne évidente de légaliser l'expansion de la colonisation* ». Le Hamas a invité les Palestinien·nes à « *intensifier la confrontation avec l'occupation et ses colons* ».

Jusqu'à présent, « *l'apartheid israélien s'inscrivait dans un système bureaucratique très sophistiqué* », explique un responsable au sein de l'Institut palestinien pour la diplomatie publique (PIPD) : « *Cela prenait du temps pour exproprier les Palestiniens.* » Ces derniers pouvaient alors espérer gagner quelques années face aux expulsions, en multipliant les recours auprès de la justice israélienne – même si l'issue ne leur était quasiment jamais favorable, la Cour suprême étant l'un des instruments de défense de l'apartheid israélien. « *Aujourd'hui, on n'a plus le temps. On assiste à l'accélération des processus législatifs et bureaucratiques permettant à n'importe quel colon de pouvoir s'installer très facilement en Cisjordanie* »,

poursuit cette source du PIPD.

Impunité israélienne

Dans un communiqué commun, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Qatar, le Pakistan, l'Indonésie, l'Égypte, la Turquie et jusqu'à l'allié arabe d'ordinaire le plus complaisant avec Israël, les Émirats arabes unis, ont condamné les mesures du cabinet annoncées dimanche soir. L'Union européenne a dénoncé « *un autre pas dans la mauvaise direction* ». Israël intensifie pourtant sa colonisation sans entrave.

En octobre, la Knesset, le Parlement israélien, a voté en première lecture un texte ouvrant la voie à l'annexion de la Cisjordanie. L'ONU rapportait en décembre une « *nette augmentation* » des projets de construction de logements israéliens en Cisjordanie, avec des plans pour « *près de 47 390 unités de logements avancés, approuvés ou présentés* » en 2025, contre une moyenne de 12 800 par an entre 2017 et 2022 – avant l'arrivée au pouvoir de l'actuelle coalition.

À Jérusalem-Est, annexée illégalement par Israël en 1980, une trentaine de familles palestiniennes, soit près de 175 personnes, sont menacées d'expulsion dans le quartier de Silwan, au pied de la vieille ville, rappelle l'ONG anticolonisation Ir Amim. L'organisation parle d'un « *point de bascule* » pour ce quartier, dans un contexte de « *violations meurtrières du cessez-le-feu qui continuent à Gaza [et] d'augmentation de la violence des colons, [de] la saisie des terres et [de] l'expansion des colonies sur le territoire palestinien occupé* ». Huit familles ont déjà été chassées de chez elles à Silwan et leurs maisons immédiatement investies par des colons israéliens.

Face au génocide à Gaza et alors que plus d'un millier de Palestinien·nes ont été tué·es en Cisjordanie par l'armée ou les colons depuis le 7-October, les pays européens, dont la France, ont émis des sanctions ne ciblant que quelques colons, masquant la réalité d'une violence d'État. L'Union européenne est pourtant le principal partenaire commercial d'Israël.

« *La dissonance cognitive et la totale déconnexion entre les discours diplomatiques ou les solutions politiques proposées et la réalité sur le terrain sont de plus en plus*

claires, observe le responsable du PIPD. Israël accélère l'annexion mais la communauté internationale se focalise sur la réforme de l'Autorité palestinienne. »

Même si les « *tactiques* » des autorités israéliennes diffèrent selon les territoires visés – Gaza et la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est –, l'objectif reste le même, poursuit cette source : « *remplacer la population palestinienne* ».

Dans l'enclave du Sud, le blocus puis le génocide ont poussé les plus aisés et les classes intellectuelles à fuir

une vie devenue impossible. Le phénomène se répète en Cisjordanie : les raids de l'armée, les arrestations, les routes bloquées et le chômage qui explose, les attaques de colons qui vident certaines zones de leurs habitant·es palestinien·nes, ont rendu le quotidien insupportable, et les plus chanceux et chanceuses émigrent. Une annexion *de jure* devrait amplifier cette violence et cette expansion coloniales – et, en face, accélérer la disparition d'une société palestinienne riche et diverse sur ses territoires.

Clothilde Mraffko